

Unité départementale de l'Eure
12 rue de Melleville
27930 ANGERVILLE LA CAMPAGNE

ANGERVILLE LA CAMPAGNE, le
04/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



REBORN Ndie ex CEISA PACKAGING

246, rue du Général Maurice Bourgeois
BP 462
27300 Bernay

Références :
Code AIOT : 0005800814

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2022 dans l'établissement REBORN Ndie ex CEISA PACKAGING implanté 246, rue du Général Maurice Bourgeois BP 462 27300 BERNAY. L'inspection a été annoncée le 23/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REBORN Ndie ex CEISA PACKAGING
- 246, rue du Général Maurice Bourgeois BP 462 27300 BERNAY
- Code AIOT : 0005800814
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

Etablissement spécialisé dans l'extrusion et l'impression (flexographique) à la marque de film plastique destiné à l'industrie alimentaire

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi de l'arrêté d'autorisation du 24 janvier 2014 (volume d'activité, rejets atmosphériques de COV, dossier de réexamen IED, protection contre la foudre)
- Suivi de l'arrêté préfectoral 19 juin 2014 (garanties financières)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	installations autorisées (liste)	Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 1.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 19/06/2014, articles 3, 5 et 6	/	Sans objet
3	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 3.2.6.1	/	Sans objet
4	Plan de gestion des solvants (suite 1)	Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 3.2.6.1	/	Sans objet
5	Plan de gestion des solvants (suite 2)	Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 3.2.6.1	/	Sans objet
6	Auto-surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 9.2.1.1	/	Sans objet
7	Dossier de réexamen IED	Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 9.4.3	/	Sans objet
8	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 7.3.4.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite, l'inspection propose à M. le Préfet de l'Eure de mettre en demeure l'exploitant de respecter la capacité de stockage de matières plastiques déclarée sous la rubrique 2663 (2 248 m³) à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 janvier 2014, avec interdiction de stocker en dehors du périmètre autorisé à l'article 1.2.2 du même arrêté.

En outre, l'exploitant doit :

- actualiser et renouveler les garanties financières du site avant le 1er avril 2023, et transmettre à la DREAL l'original de l'acte de cautionnement (voir fiche n°2),
- fournir un plan de gestion des solvants pour l'année 2021 modifié selon les remarques effectuées par l'inspection (voir fiches n°3 et 4),
- mettre en place un plan d'action pour la fiabilisation de l'incinérateur et des analyseurs COV dont l'avancement et les résultats devront figurer dans le plan de gestion des solvants (voir fiche n°5 et 6),
- compléter le dossier de réexamen du site au titre de la directive IED suivant la demande de la DREAL (voir fiche n°7),
- adresser les documents demandés à l'organisme de contrôle qui a effectué la vérification complète des installations de protection contre la foudre en 2022 pour lui permettre de statuer sur leur mise en conformité (voir fiche n°8).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : installations autorisées (liste, capacités et périmètre)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 1.1.1, 1.2.1, 1.2.2
Thème(s) : Situation administrative, installations autorisées (liste, capacités et périmètre)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - article 1.1.1 : La société CEISA PACKAGING,, est autorisée à exploiter sur le territoire de Bernay, les installations dont la capacité annuelle de production est fixée à 21 000 t de films et gaines en matières plastiques - article 1.2.1 : liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées : <ul style="list-style-type: none"> . rubrique 3670 (A) visant les installations de traitement de surface de matières à l'aide de solvants organiques : consommation de solvant du site limitée à 2 440 t/an . rubrique 2663-2-c (D) visant les stockages de matières plastiques (produits semi-finis et finis, rebuts de fabrication) : volume déclaré de 2 248 m³ - article 1.2.2 : Les installations autorisées sont situées sur la commune de Bernay sur un terrain d'une superficie globale de 5 ha dont les références cadastrales figurent ci-après : <ul style="list-style-type: none"> . section AL, parcelles 98/119/178/184/185/233 . section ZA, parcelles 194/195/196/312 <p>Constats : Au regard de la déclaration GEREPE effectuée par l'exploitant en début d'année 2022, la production du site s'est élevée à 17 725 t de film plastique en 2021 (17 445 t en 2020, 16 754 t en 2019), dont 15 541 t de film imprimé. Du 1er janvier au 31 août 2022, la production a été de 11 800 t et la projection pour fin 2022 est de l'ordre de 17 000 t. Le niveau de production depuis 3 ans, est stable et respecte la capacité autorisée de 21 000 t. De même, la consommation de solvant déclarée dans GEREPE pour 2021 (1 807 t dont 1 352 t de solvant neuf et 515 t de solvant recyclé au niveau de la distilleuse du site) respecte la capacité autorisée de 2 440 t/an sous la rubrique 3670.</p> <p>Au regard de l'état des stocks au 14/09/2022 remis par l'exploitant le jour de la visite, le stockage de matières plastiques relevant de la rubrique 2663-2-c(D) est en excès de 986 m³ par rapport à la capacité autorisée de 2 248 m³. Cette situation est en grande partie liée au stockage extérieur d'un volume de 1 161 m³ de rebuts de fabrication (film plastique imprimé), habituellement évacués pour traitement en centre de traitement extérieur et conservés depuis début 2022 sur le site pour alimenter une future unité de recyclage. Il y a lieu de signaler qu'une partie de ce stockage (143 m³) est actuellement réalisé à l'extérieur à même le sol sur une parcelle d'un hectare contigue au site (cadastrée O 186) et acquise récemment par l'exploitant, mais située en dehors du périmètre autorisé par l'arrêté. De plus, le stockage réalisé sur cette nouvelle parcelle se situe à 10 m de la limite de propriété ainsi que d'un bâtiment de stockage de produits inflammables appartenant à l'entreprise voisine ULRICH DE VARENS. L'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable aux installations relevant de la rubrique 2663 sous le régime de la déclaration impose une distance de 15 m par rapport à la limite de propriété, ainsi qu'une voie-engin de 4 m de large sur le demi-périmètre pour l'accès des véhicules de secours qui n'existe pas.</p> <p>A noter que la DREAL a reçu le 9 août 2022 un porter-à-connaissance concernant la future unité de recyclage de déchets de matières plastiques d'une capacité de 3 000 t/an appelée à recevoir les déchets du site (environ 1 500 t/an) et hors site. Ce porter-à-connaissance est en cours d'examen par la DREAL pour déterminer la procédure administrative applicable (autorisation environnementale, cas par cas ou arrêté complémentaire).</p> <p>Observations : Proposition de mise en demeure sous 3 mois de respecter la capacité de stockage déclarée sous la rubrique 2663 (2 248 m³) à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2014 avec interdiction de stocker en dehors du périmètre autorisé par l'article 1.2.2</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2014, article 3, 5 et 6
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 3 : montant des garanties financières Le montant des garanties financières est fixé à 200 274 euros TTC. Article 5 : actualisation des garanties financières Sans préjudice des dispositions de l'article R.516-5-1 du code de l'environnement, l'exploitant présente tous les 5 ans, ou dans les 6 mois suivant une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période au plus égale à 5 ans, un état actualisé du montant de ses garanties financières. Article 6 : renouvellement des garanties financières Le renouvellement des garanties financières intervient au moins 3 mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins 3 mois avant la date d'échéance sus-visé, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 sus-visé. ... Constats : L'acte de cautionnement délivré le 23 septembre 2021 par l'organisme QBE EUROPE, remis lors de la visite précédente du 19 octobre 2021, couvre la période du 1er juillet 2021 au 30 juin 2023 pour un montant de garanties financières de 200 274 euros. Au regard de l'article 6 de l'arrêté du 19 juin 2014, le renouvellement des garanties financières doit intervenir 3 mois avant la date d'échéance, soit avant le 1er avril 2023. A cette occasion, l'exploitant devra actualiser le montant des garanties financières du site conformément à l'article 5 de l'arrêté sus-visé (montant non actualisé depuis la parution de l'arrêté en juin 2014). Observations : L'exploitant doit actualiser le montant des garanties financières de son établissement et procéder à leur renouvellement avant le 1er avril 2023 avec transmission à la DREAL de l'acte de cautionnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 3.2.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants (données 2021)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 t/an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées avant le 1er avril de l'année N +1 le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, les émissions de COV sont liées à l'activité d'impression du film plastique. L'atelier d'impression flexographique compte 6 lignes soit : 3 Astraflex 8 couleurs, 2 Onyx 8 couleurs et 1 MIRAFLEX 10 couleurs. Les rejets de COV des lignes d'impression sont traités par un incinérateur depuis 2002 ; il en va de même pour ceux de la machine à laver le matériel d'impression et du local de nettoyage des clichés depuis juin 2014 (conduits 4 et 5). La station de préparation des encres (conduit 3) et le local de la distilleuse (conduit 6) ne sont pas raccordés. Les solvants usagés sont régénérés sur site par une distilleuse ; ceux-ci sont utilisés au niveau de la machine à laver du matériel d'impression.</p> <p>L'exploitant n'élabore qu'un seul plan de gestion de solvants alors qu'il est soumis à plusieurs activités utilisant des solvants soumises à des prescriptions différentes : impression flexographie (30-19), préparation mélange (30-23) et revêtement adhésif (30-22, à confirmer). Un plan de gestion de solvants doit être disponible pour chaque activité afin de justifier de la conformité réglementaire.</p> <p>Les données du plan de gestion des solvants global fourni de l'année 2021, qui figurent dans la déclaration GEREPE effectuée par l'exploitant en début d'année 2022 (+ envoi mail détaillé à la DREAL le 22 août 2022), sont les suivantes :</p> <p>I1 = 1 352 462 kg (consommation de solvant neuf) I2 = 515 100 kg (consommation de solvant régénéré) O1 = 64 073 kg (émissions canalisées, rejet de l'incinérateur et rejets non raccordés STEP encre + local distilleuse) O2 = 0 (perte de solvant dans les effluents aqueux) O3 = 1 726 kg (solvants contenus dans les produits finis) O4 = 3 913 (émissions non captées dont encriers ouverts) O5 = 1 232 416 (émissions détruites par l'incinérateur) O6 = 50 334 (déchets solvantés) O7 = 0 (solvants vendus) O8 = 0 (solvants régénérés en externe) O9 = 0 (autres solvants libérés) Emissions diffuses (I1 – O1-O5-O6-O7-O8)= 5 640 kg (taux de diffus de 0,3%) Emissions totales (O1+O4+O3) = 69 712 kg</p>
<p>Observations : L'exploitant doit élaborer un plan de gestion pour chaque activité concernée afin de justifier de la conformité réglementaire</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan de gestion des solvants (suite 1)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 3.2.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants (instruction du PGS 2021)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 t/an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées avant le 1er avril de l'année N +1 le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation</p> <p>Constats : L'instruction du plan menée par l'inspection amène à formuler des remarques importantes quant aux origines et à la pertinence des données fournies dans le document pouvant remettre en question les résultats et conclusions obtenus. Cela concerne notamment : - la teneur en COV à 30 % dans les boues est une valeur théorique constructeur donnée lors de la mise en service de la distilleuse en 2015. Cette donnée mériterait d'être confirmée par analyse dont la méthode et la représentativité devront être justifiées par l'exploitant, avec mise en place d'une vérification périodique dont la fréquence sera à adapter à l'aune de l'homogénéité des résultats. De plus, de nombreuses modifications ont eu lieu sur le site depuis 2015 avec notamment l'implantation de nouvelles lignes d'impression qui ont pu avoir un impact sur le fonctionnement de la distilleuse. - le calcul lié à l'émission diffuse de solvants au niveau des encriers reste très théorique avec des hypothèses sujettes à caution ou non représentative du fonctionnement des installations. Par exemple, le choix d'une température de 20°C n'est pas détaillé ni corrélé à des températures d'ambiance de l'atelier. Il en va de même pour le choix de l'éthanol comme solvant traceur. Les données a et b liées au flux évaporatif mériteraient également d'être précisées tout comme la vitesse de balayage de l'air à 0,3 m/s pour l'éthanol ; Ce calcul ne tient pas compte des apports manuels de la plupart des encres, étape probablement particulièrement émissive du fait d'un transvasement couvercles ouverts. - la quantité de COV détruite par l'oxydateur en tableau 7 et les émissions annuelles de COV en sortie d'oxydateur en tableau 8 sont toutes deux basées sur une valeur hypothétique de captation à 100 % des COV consommés or cette hypothèse est loin de refléter la réalité. Il conviendrait d'utiliser les données des analyseurs en amont et en aval de l'oxydateur afin d'obtenir des données fiables et représentatives des flux transitant par l'oxydateur. Il en va de même pour le rendement où la donnée mesurée est à privilégier par rapport à une donnée théorique de 98 %. Par ce biais, il est fort probable que les émissions diffuses du site soient très largement sous-estimées. - les flux de COV évoqués en tableau 9 pour la station des encres proviennent d'une campagne de mesures ancienne datant de 2015 et n'intégrant pas les modifications intervenues depuis sur le site. La représentativité de la campagne de mesure n'est pas justifiée. De plus, ces émissions ne sont pas captées à la source (ventilation générale de l'atelier) et doivent de ce fait être considérées comme des émissions diffuses. Cela suscite le doute quant au respect des dispositions de l'article 30-23 de l'AM du 02/02/98 relatif à cette activité. - aucune analyse du PGS n'est réalisée pour justifier le respect des différentes valeurs limites d'émission</p> <p>Lors de la visite, les constats suivants ont été effectués venant appuyer ces remarques : - de nombreux encriers présentaient des couvercles ouverts ou entrouverts ; des orifices non obturés y sont parfois visibles. - les deux portes de la station à encres donnant sur l'extérieur étaient grandes ouvertes lors de la visite d'inspection influant ainsi la dispersion des émissions diffuses ; dans ces conditions, la représentativité des campagnes de mesure est à remettre en question. Il serait pertinent que le bureau de contrôle précise dans quelles conditions sont menées ces mesures.</p>
Observations : L'exploitant doit adresser à l'inspection un plan de gestion des solvants pour l'année 2021 prenant en compte les remarques formulées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Plan de gestion des solvants (suite 2)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 3.2.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants (fonctionnement incinérateur)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 t/an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées avant le 1er avril de l'année N +1 le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation</p>
<p>Constats :</p> <p>Au regard du plan de gestion des solvants de l'année 2021 fourni par l'exploitant, les émissions totales de COV du site se seraient donc élevées à 69,712 t en 2021 pour une consommation de solvants en impression de 1 352 t (I1) et une production de film plastique imprimé de 15 541 t.</p> <p>Ainsi, le rejet de COV à l'atmosphère en 2021 aurait baissé par rapport à 2020 (102,5 t) alors que la production de film plastique imprimé a augmenté (13 900 t en 2020, 15 541 t en 2021) ainsi que la consommation de solvants (1 292 t en 2020 pour I1).</p> <p>Il s'est avéré que le nombre de jours d'arrêt de l'incinérateur pris en compte en 2021 pour le calcul était erroné. En effet, celui-ci est de 16,6 équivalents jour (et non de 9,4) car l'indisponibilité de l'incinérateur liée à la panne du ventilateur d'extraction en mars 2021 (7,2 équivalents jour) n'a pas été prise en compte. D'après le nouveau calcul effectué par l'exploitant lors de la visite, les émissions totales de l'année 2021 seraient donc de 86, 919 t de COV (et non 69,712 t).</p> <p>Le nombre de jours d'arrêt de l'incinérateur en 2021, calculé donc à 16,6 équivalents jour pour 349 jours de production, est un peu inférieur à celui de l'année 2020 (19,3 équivalents jour) ; ces arrêts sont liés principalement à : la panne du brûleur et sa maintenance (4 j), la maintenance annuelle de l'incinérateur (2,5 jours). Depuis le début de l'année 2022, 8,8 équivalents jour d'arrêt sont à déplorer liés pour la plupart à une panne de sonde (? laquelle) et sa modification. Le nombre de jours d'arrêt reste élevé et nécessite un plan d'action de l'exploitant dont l'état d'avancement et les résultats doivent être transmis en même temps que la remise des PGS.</p> <p>La dernière maintenance annuelle de l'incinérateur (+ réseau de gaines) a été effectuée par la société ANCRAGES Environnement les 13 et 14 avril 2022 ; le coût est de l'ordre de 10 000 euros. Quelques défauts légers ont été constatés (céramique chambre de combustion, vanne by-pass chaud, vanne air propre, brûleur, points chauds au niveau de l'armoire de commande) ; une sonde (commandant l'arrivée d'air) est à remplacer et une analyse vibratoire est demandée au niveau du ventilateur principal.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un plan d'actions pour la fiabilisation de l'incinérateur dont l'état d'avancement et les résultats doivent être transmis en même temps que la remise des PGS.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Auto-surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 9.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Auto-surveillance des rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> . contrôle annuel des rejets atmosphériques du site par un organisme agréé (conduits 1 à 8 visés à l'article 3.2.4), . contrôle journalier du rejet de l'incinérateur (débit, COV amont et aval) dont les résultats doivent être transmis mensuellement à l'inspection
<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle des rejets atmosphériques du site a été effectué les 27 et 28 octobre 2021 par l'APAVE. Les résultats sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rendement un peu inférieur à 98 % (97,3%) avec une concentration en COVtotaux amont de 1270mg/Nm³ (pour un débit de 33 136 Nm³/h) et une concentration aval de 19,62 mg/Nm³ (pour un débit de 57 954 Nm³/h). - rejet de l'incinérateur (conduit n°1) : concentration en COVNM de 19,32 mg/Nm³ <p>Nota : la VLE prescrite en COVNM est de 50 mg/Nm³ pour un rendement supérieur à 98 % ; pour un rendement inférieur, et au regard de l'A.M du 2/02/1998 modifié, cette VLE passe à 20 mg/Nm³. Lors de notre visite du site, l'analyseur en continu indiquait au rejet une valeur de l'ordre de 23-24 mg/Nm³ et une température d'incinération de 808°C</p> <p>Par ailleurs, les VLE des concentrations en CO et NOX sont respectées : 33,68 mgCO/Nm³ et 5,64 mgNOx/Nm³ pour des VLE de 100</p> <ul style="list-style-type: none"> - rejets non raccordés à l'incinérateur : concentration de 12,50 mgCOVNM/Nm³ pour le conduit n°3 (station de préparation des encres), concentration de 2,89 mgCOVNM/Nm³ pour le conduit n°6 (local distilleuse), VLE de 110 mgCOVNM/Nm³ - rejet de l'extrudeuse M23 (prise comme référence) : concentration de 0,31 mg poussières totales/Nm³ pour une VLE de 100 <p>En conclusion, il y a lieu de porter attention au rendement de l'incinérateur en terme d'abattement des COV, qui influe sur la VLE.</p> <p>Le contrôle annuel de l'année 2022 est programmé en octobre prochain.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant nous a remis les tableaux de synthèse mensuels des enregistrements des analyseurs en continu du rejet de COV du site (amont et aval incinérateur) pour la période de janvier à août 2022. Ces tableaux font apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des arrêts de l'analyseur amont en mars (7 jours, panne gaz H2), mai (12 jours, problème disponibilité gaz H2 chez le fournisseur), juillet et août - des arrêts de l'analyseur aval en mars (7 jours), mai (12 jours) et juin (23 jours), - des valeurs de température d'incinération comprises entre 772 et 838°C, des pannes répétées de la sonde de température en février, mars, avril, mai, juillet et août 2022 - des valeurs de concentration en COV variant de 4 à 49 mg/Nm³ <p>Lors de notre passage, seul l'analyseur aval indiquait une valeur COV (23-24 mg/Nm³). Concernant l'absence de données de l'analyseur d'entrée, l'exploitant nous a précisé que ce n'était pas l'analyseur qui était en cause, mais le bouchage de la ligne d'aspiration. La température d'incinération était de l'ordre de 810°C.</p> <p>L'exploitant doit donc mettre en place un plan d'actions pour fiabiliser les analyseurs.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - porter attention au rendement de l'incinérateur sur l'abattement des COV - dans le cadre de plans d'actions, fiabiliser le fonctionnement de l'incinérateur (remplacement de la sonde de température défectueuse, ...) et des analyseurs (nettoyage de la ligne d'aspiration,)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 9.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Dossier de réexamen IED
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations autorisées par le présent arrêté sont visées par la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (« IED »), transcrite par décret du 2 mai 2013. Le réexamen périodique est déclenché à chaque publication au journal officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au secteur des Industries du traitement de Surfaces (BREF STS), conclusions associées à la rubrique principale (3670) définie à l'article 3 du présent arrêté.</p> <p>Dans ce cadre, l'exploitant remet au préfet, en trois exemplaires, le dossier de réexamen prévu par l'article R.515-71 du code de l'environnement, et dont le contenu est précisé à l'article R.515-72 dudit code, dans les douze mois qui suivent cette publication. Celui-ci tient compte notamment de toutes les meilleures techniques disponibles applicables à l'installation conformément à l'article R.515-73 du code de l'environnement et suivant les modalités de l'article R.515-59 1°).</p> <p>Dans un délai maximum de quatre ans à compter de cette publication au Journal Officiel de l'Union Européenne, les installations ou équipements concernées doivent être conformes avec les prescriptions issues du réexamen.</p> <p>L'exploitant peut demander à déroger aux dispositions de l'article R.515-67 du code de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article R.515-68 dudit code, en remettant l'évaluation prévue par cet article. Dans ce cas, le dossier de réexamen, contenant l'évaluation, sera soumis à consultation du public conformément aux dispositions prévues à l'article L.515-29 du code de l'environnement et selon les modalités des articles R.515-76 ou R.515-77 dudit code. L'exploitant fournit les exemplaires complémentaires nécessaires à l'organisation de cette consultation et un résumé non technique au format électronique.</p> <p>Constats :</p> <p>La décision d'exécution n°2020/2009 de la commission du 22 juin 2020 établissant les conclusions sur les meilleures technologies pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, a été publié au journal officiel de l'Union européenne le 9 décembre 2020.</p> <p>Au regard de l'article L.515-28 du Code de l'environnement, cette publication déclenche le réexamen des prescriptions des autorisations délivrées pour ce type d'activité sur la base d'un dossier à remettre au préfet dans un délai d'un an, soit avant le 9 décembre 2021. Les valeurs limites d'émission ne devront pas excéder les niveaux d'émission associés aux MTD décrites dans ces conclusions. La mise en conformité des établissements doit intervenir dans un délai de 4 ans suivant cette publication, soit au plus tard le 9 décembre 2024.</p> <p>La DREAL a informé la société CEISA de cette obligation par courrier du 29 mars 2021. Un courrier de relance a été adressé à l'exploitant le 22 mars 2022. Par mail du 2 mai 2022, l'exploitant nous a annoncé le dossier pour fin mai 2022.</p> <p>Par courrier du 14 juin 2022 reçu en DREAL le 15 juin 2022, la société CEISA a fait parvenir à la DREAL le dossier de réexamen demandé, sans le rapport de base sur l'état de pollution du sol et des eaux souterraines du site.</p> <p>Au regard de la visite des installations concernées par le périmètre IED et des précisions apportées par l'exploitant, ce document doit faire l'objet des compléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport de base décrivant l'état du site (sols et eaux souterraines) à fournir lors du premier réexamen, n'a pas été produit par l'exploitant. - le dossier ne comprend pas tous les éléments exigés par l'article R.515-71 et notamment l'exploitant ne se positionne pas par rapport aux trois situations pouvant prévaloir un réexamen particulier. - bien que le BREF STS ait été pris en compte par l'exploitant (hormis la MTD 12 concernant les rejets aqueux nécessitant davantage de précisions), les BREFs transversaux pouvant concerner le site ne sont pas évoqués dans le dossier de réexamen (BREF EFS notamment). - un positionnement de l'exploitant est attendu concernant ses activités parmi celles évoquées au

<p>sein de l'article 30 de l'arrêté de prescriptions générales du 2 février 1998 : impression, fabrication de mélanges pour la création des encres, nettoyage de matériels d'impression, revêtement adhésif pour le collage des manchons.</p> <p>- l'exploitant est tenu d'appliquer les VLE les plus contraignantes entre celles fixées par l'arrêté de prescriptions générales du 2 février 1998 et celles figurant dans les MTD or il n'est pas évoqué de positionnement quant à ces valeurs limites au sein du dossier de réexamen.</p> <p>- le rapport de réexamen ne précise pas les raisons pour lesquelles certaines sources d'émission ne sont pas raccordées à l'oxydateur se situant pourtant à proximité comme la station des encres ou les événements des cuves de stockage ; ces postes mettent en effet en mouvement des solvants sans qu'aucun traitement ne soit envisagé à l'heure actuelle. Qu'aucun nouveau raccordement ne soit envisagé dans un futur proche ne coïncide pas avec les objectifs d'amélioration continue prévus par les systèmes de management de l'environnement. Le rapport de réexamen ne valorise pas non plus les projets d'amélioration qui ont pu être abordés à l'oral au cours de l'inspection comme l'installation de hottes aspirantes au niveau des encriers.</p> <p>- le plan de gestion des solvants présente des données devant être consolidées, actualisées ou davantage détaillées afin de se rapprocher au mieux de la réalité (voir fiche de constat n°3)</p>
<p>Observations : L'exploitant doit compléter le dossier de réexamen de son établissement dans un délai de 3 mois conformément à la demande de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : Protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2014, article 7.3.4.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : ... L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les 2 ans par un organisme compétent. ...</p>
<p>Constats : La vérification complète des dispositifs de protection foudre du site (en particulier 7 paratonnerres pour la protection contre les effets directs) a été effectuée le 1er février 2022 par l'organisme RG Consultant certifié Qualifoudre. Au regard du rapport de visite du 4 février 2022 remis par l'exploitant, des réserves ont été émises par cet organisme sur les 2 points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - non fourniture des documents permettant de statuer sur certains points de conformité (analyse du risque foudre, étude technique, DOE, notice de vérification) - 4 prises de terre (PDA 4/5/7 concernés) de résistance supérieure à 10 ohm. <p>En outre, l'organisme de contrôle a noté 2 impacts foudre sur le PDA3 installé sur les silos de stockage de granulés PE.</p> <p>Les 4 prises de terre ont été mises en conformité par la société FRANKLIN ENERGIE certifié Qualifoudre les 22 et 23 février 2022, à l'occasion du remplacement et du déplacement du paratonnerre des silos de stockage de granulés sur un des 3 silos les plus hauts (cf étude DUVAL de décembre 2019 citée dans notre rapport du 9 octobre 2018). Le DOE des travaux, accompagné de l'attestation de fin de travaux datée du 4 mars 2022, a été fourni à l'inspection. Le coût de la prestation est de 11 040 euros TTC au regard de la facture présentée datée du 24 février 2022. Le compteur coup de foudre de ce paratonnerre était à 0 lors de notre passage.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit fournir à l'organisme de contrôle qui a effectué la vérification compétente de février 2022 les documents demandés lui permettant de statuer sur la conformité des installations de protection contre la foudre du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>